

# Estonie

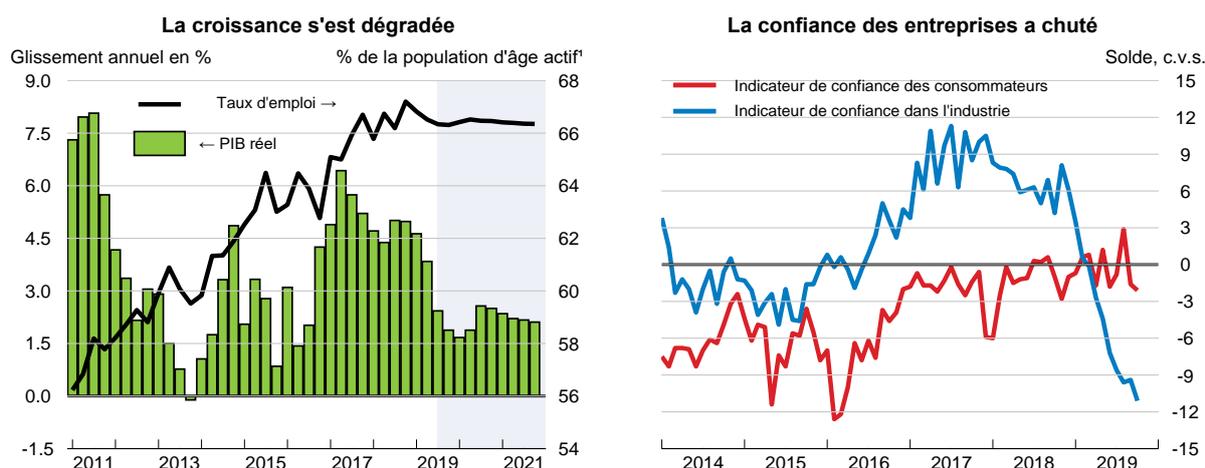
La croissance devrait ralentir et passer de 3.2 % en 2019 à 2.2 % en 2020 et en 2021, la faiblesse de la demande mondiale pesant sur les exportations. La consommation devrait bien résister malgré l'essoufflement de la croissance des salaires réels, sachant que la situation financière des ménages est solide après plusieurs années de progression des salaires réels et de l'emploi. La vigueur de l'investissement, notamment en logements, retombera à des niveaux modérés. L'inflation se stabilisera un peu au-dessus de 2 %, sur fond de modération de l'économie.

Le gouvernement devrait en toute hypothèse permettre un déficit budgétaire structurel en 2020-21, conformément à son intention de modifier la règle budgétaire, tandis que le déficit nominal se creusera. La dette publique est très peu élevée et des outils macroprudentiels ont été mis en place pour tempérer d'éventuels excès financiers. S'il est mis en œuvre intégralement, le projet visant à autoriser les particuliers à retirer leur épargne-retraite constituée au titre du deuxième pilier risque d'aggraver le problème de la pauvreté à l'âge de la vieillesse.

## La croissance ralentit

La croissance économique a nettement ralenti, malgré la vigueur de la hausse de l'investissement. L'optimisme relatif des consommateurs contraste avec le recul de la confiance dans le secteur des entreprises. Cette différence s'explique par la très grande résilience des ménages, qui fait suite à des années de progression de l'emploi et d'augmentation sensible des salaires, tandis que le secteur des entreprises s'attend à faire les frais de la faiblesse du commerce mondial. La croissance de la population active et de l'emploi se modère toutefois car les employeurs se montrent plus réticents à l'idée d'embaucher. L'inflation est retombée à un niveau légèrement supérieur à 2 %.

## Estonie



1. Âgée de 15-74 ans.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 106.

## Estonie : Demande, production et prix

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Estonie</b>	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
<b>PIB aux prix du marché</b>	21.7	5.6	4.8	3.2	2.2	2.2
Consommation privée	11.2	2.8	4.4	2.7	3.2	3.1
Consommation publique	4.4	1.0	0.8	2.4	1.5	2.0
Formation brute de capital fixe	5.1	12.7	0.9	14.1	1.7	2.5
Demande intérieure finale	20.8	5.0	2.8	5.6	2.4	2.7
Variation des stocks <sup>1</sup>	0.1	-0.5	1.0	-0.5	0.0	0.0
Demande intérieure totale	20.8	4.3	3.8	4.8	2.4	2.7
Exportations de biens et services	16.8	3.8	4.3	4.0	1.1	2.1
Importations de biens et services	16.0	4.2	5.7	3.8	2.2	2.7
Exportations nettes <sup>1</sup>	0.9	-0.1	-0.8	0.2	-0.7	-0.4
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	–	3.8	4.5	3.4	2.3	2.6
Indice des prix à la consommation harmonisé	–	3.7	3.4	2.2	2.3	2.2
IPCH sous-jacent <sup>2</sup>	–	2.0	1.7	2.3	2.5	2.2
Taux de chômage (% de la population active)	–	5.8	5.4	5.0	5.1	5.2
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	–	7.9	8.2	9.6	7.7	6.8
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	–	-0.8	-0.6	-0.3	-0.4	-0.8
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	–	13.0	12.7	12.9	12.0	12.0
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	–	9.3	8.4	8.5	7.7	7.6
Balance des opérations courantes (% du PIB)	–	2.7	2.0	1.4	0.9	0.5

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 106.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934046342>

## La politique budgétaire devrait jouer un rôle plus important

La politique monétaire devrait rester très accommodante dans la zone euro. La politique budgétaire légèrement restrictive en 2020 devrait devenir globalement neutre en 2021, après une proposition de modification du cadre de politique budgétaire visant à autoriser les déficits courants sans neutraliser les excédents antérieurs ou les futures économies programmées.

Une diminution des tensions sur le marché du travail devrait accentuer les difficultés rencontrées par la frange de la population qui est pénalisée par les évolutions structurelles en cours vers une production à plus forte valeur ajoutée. Sur ce point, il est important de renforcer le système de protection sociale et les stabilisateurs automatiques, notamment en augmentant la couverture de l'assurance chômage et de l'assurance maladie, et de redoubler d'efforts en matière de reconversion et de montée en compétences. Ces mesures sont aussi primordiales pour les initiatives à long terme visant à réduire la dépendance à l'égard de l'extraction et de l'utilisation des schistes bitumineux, un secteur à forte intensité d'émissions d'une importance fondamentale dans le nord-est du pays.

Il faudrait réexaminer le projet du gouvernement visant à autoriser les particuliers à sortir du régime de retraite privé obligatoire et à retirer leur épargne individuelle accumulée au titre de celui-ci. Un pourcentage important des ménages, notamment ceux qui ont des revenus assez faibles et une forte propension à consommer, devrait puiser dans leur épargne-retraite, ce qui favoriserait la consommation à compter

de 2021, mais risquerait toutefois d'entraîner une instabilité macroéconomique à court terme et d'augmenter à long terme la pauvreté des personnes âgées, déjà élevée.

La croissance de l'investissement en logements a été très vigoureuse ces derniers temps. Toutefois, les tensions dans le secteur de la construction se relâchent, les prix des logements augmentent parallèlement aux revenus et les outils macroprudentiels mis en place ont permis d'améliorer la résilience. La transformation, par le groupe Luminor, de ses filiales lettone et lituanienne en succursales augmente considérablement le volume des actifs bancaires sous compétence de l'Estonie. Les enquêtes en cours sur des affaires de blanchiment de capitaux impliquant plusieurs prêteurs estoniens imposent un cadre juridique plus solide, instaurant un barème de sanctions financières plus lourdes.

### **Les perspectives mondiales médiocres pèsent sur les exportations et l'investissement**

La croissance économique devrait ralentir ces deux prochaines années, sous l'effet de la faiblesse de la demande extérieure et de l'érosion de la confiance et des investissements des entreprises. La hausse de la consommation devrait être assez vigoureuse, sachant que les ménages bénéficient d'un climat porteur alimenté par dix années de progression régulière des revenus et de l'emploi et par le projet de réforme des retraites. La croissance de l'emploi et de la population active devraient plafonner, tandis que le taux de chômage commencera à augmenter. Sur fond de ralentissement de l'économie et d'apaisement des tensions salariales, l'inflation se stabilisera. Les pertes progressives de compétitivité-prix survenues antérieurement ont eu un impact négatif limité pour le moment. Elles pourraient néanmoins créer des difficultés supplémentaires pour l'Estonie, dans le contexte d'un ralentissement en Europe et d'un affaiblissement de la demande mondiale.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2019 Issue 2**

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/9b89401b-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2019), « Estonie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2019 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/accbefa2-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :  
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.